



PROJET DE MARCHÉ N°B25-00635

**PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE GESTION DES
CLES SUR LE SITE DU CEA LE RIPAUT**

**Marché classifié SECRET
SANS détention d'ISC**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par [nom du signataire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire],

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

ET :

La société [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], au capital de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], sous le numéro [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], ayant son siège social [adresse - à compléter par le CEA sur la base de l'offre], et dont l'entité [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] située [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] exécutera les prestations, représentée par [nom du signataire - à compléter par le CEA sur la base de l'offre], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire - à compléter par le CEA sur la base de l'offre],

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - NATURE DES OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	4
ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 5 - PHASAGE DES PRESTATIONS ET DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES	7
ARTICLE 8 - CORRESPONDANTS	7
ARTICLE 9 - SUIVI DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 10 - LIVRABLES	9
ARTICLE 11 - CONTRÔLE QUALITE - AUDIT	9
ARTICLE 12 - RECEPTION.....	10
ARTICLE 13 - DISPOSITIONS FINANCIERES	10
ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX	11
ARTICLE 15 - AVANCE	13
ARTICLE 16 - ECHEANCIER DE PAIEMENT	14
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	14
ARTICLE 18 - PENALITES	15
ARTICLE 19 - PERSONNEL DU TITULAIRE	16
ARTICLE 20 - SOUS TRAITANCE.....	17
ARTICLE 21 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....	17
ARTICLE 22 - PROTECTION DU SECRET	17

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché (ci-après dénommé Marché) a pour objet de confier au Titulaire, **le gardiennage et l'accueil sur le site CEA Le Ripault et ses annexes**, ci-après dénommée collectivement les « Prestations », et individuellement la « Prestation ».

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le plan contractuel de sécurité DR xx signé par les Parties dans sa version applicable,
- le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), avec faisant partie intégrante le cahier des charges référence CEA/LR/DSAT/FLS DR2 (ci-après dénommé le Cahier des Charges, ou CDC), ses annexes et ses documents applicables,
- L'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- l'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A du 21/12/2009 fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM, complétée par la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D et la procédure d'intervention des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A,
- le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT Q16 01 083 A,
- le règlement intérieur applicable sur le centre Le Ripault, dernière version en vigueur,
- les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) (téléchargeable sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] en date du [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - NATURE DES OBLIGATIONS DU TITULAIRE

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans le présent marché et est assortie d'une obligation de résultat, se traduisant notamment par le respect par le Titulaire des niveaux de service attendus par le CEA, tels que définis par le Cahier des charges.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché.

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 - Description des prestations

Conformément aux spécifications techniques du cahier des charges référencé supra, les Prestations comprennent :

- Mission 1 : Prestation de gardiennage et contrôle des entrées/sorties du centre sur le site du RIPAUT, accueil et guidage des secours, contrôle des colis ;
- Mission 2 : Prestation ponctuelle de gardiennage et de contrôle des accès entrées/sorties sur l'ensemble du CEA/LR.
- Mission 3 : Prestation de gestion, d'attribution et de réintégration des clefs.

4.2 - Nature des Prestations

Les Prestations se décomposent comme suit :

4.2.1 - Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires, portent sur l'exécution des prestations relatives aux missions 1 et 3.

4.2.2 - Prestations sur devis préalables forfaitaires

Ces prestations à la demande du CEA, portent sur l'exécution des prestations relatives à la mission 2.

Le CEA adressera une demande écrite au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 10 jours ouvrés, faisant apparaître :

- une proposition technique présentant les moyens mis en œuvre et l'organisation envisagée pour répondre aux objectifs et aux résultats attendus, définis dans la demande du CEA,
- une proposition financière forfaitaire précisant : le nombre de jours d'intervention par qualification, les coûts de main d'œuvre, le forfait de déplacement sur site conformément aux dispositions de l'annexe financière du présent marché.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire. L'accord du CEA sera formalisé par un ordre de service adressé au Titulaire et faisant référence au devis présenté ainsi qu'au présent Marché.

4.3 - Définition des Prestations de réversibilité

4.3.1 - Phase de réversibilité entrante

Le cas échéant, la phase de réversibilité entrante permet d'assurer l'acquisition et l'appropriation de compétences en binôme avec le titulaire sortant. A l'issue, le Titulaire rédige un bilan du transfert des connaissances, en indiquant les points forts et points faibles identifiés.

4.3.2 - Phase de réversibilité sortante

Au cours du dernier mois d'exécution du Marché, éventuellement prolongé au titre de la tranche optionnelle, le Titulaire peut être amené à effectuer une prestation de réversibilité. Pendant cette période les prestations mises à la charge du Titulaire sortant au titre du Marché seront effectuées, dans le respect du Cahier des Charges et des objectifs et résultats qui y figurent, exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant. Par ailleurs, la présence simultanée de plusieurs entreprises constituant une co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette période. Le Titulaire sortant ne saurait être tenu responsable des manquements dus à l'intervention d'un tiers du fait cette co-activité. A l'issue de la période de réversibilité toute la documentation mise à la disposition du Titulaire par le CEA devra avoir été remise au CEA par le Titulaire sortant.

ARTICLE 5 - PHASAGE DES PRESTATIONS ET DUREE DU MARCHÉ

5.1 - Phasage des Prestations

Le Marché se décompose comme suit :

- Une phase de réversibilité entrante (Phase A – **OPTIONNELLE**) d'une durée de 1 mois, du 03/03/2026 au 02/04/2026,
- Une phase opérationnelle (Phase B - **FERME**) d'une durée de 36 mois, du 03/04/2026 au 02/04/2029,
- Une phase opérationnelle (Phase B' - **OPTIONNELLE**) d'une durée de 24 mois, du 03/04/2029 au 02/04/2031,
- Une phase de réversibilité sortante (Phase C - **OPTIONNELLE**) d'une durée de 1 mois avant la fin du marché, soit jusqu'au 02/04/2031 au plus tard.

5.2 - Tranches optionnelles

Le cas échéant, la phase A pourra être affermie à la notification du présent marché, en fonction du Titulaire retenu.

Six mois avant la fin de la phase opérationnelle ferme (Phase B), le CEA avertira le Titulaire par lettre avec accusé de réception de sa décision d'affermir ou non la tranche optionnelle à venir (Phase B').

Un mois avant la fin de la phase opérationnelle (Phases B ou B'), le CEA avertira le Titulaire par lettre avec accusé de réception de sa décision d'affermir ou non la tranche optionnelle à venir (phase C).

L'absence ou le retard d'affermissement de tranche optionnelle n'ouvre pas droit, pour le Titulaire, à une indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 - Matériel du Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis à sa disposition dans le cadre du Marché.

6.2 - Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition de moyens par le CEA sont définies à l'article 19 des CGA.

6.3 - Lieu d'exécution

Les prestations sont effectuées dans les locaux du CEA conformément au Cahier des charges.

6.4 - Horaire d'ouverture et jours d'accès

L'accès de l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, **de 7h00 à 19h42.**

Pour **les salariés des entreprises extérieures**, l'accès de l'Etablissement est libre les jours ouvrés, sans autorisation particulière, **de 7h30 à 18h30.**

Les dispositions relatives à l'accès des personnels affectés aux prestations sont détaillées dans le cahier des charges et la convention d'hébergement, en annexe 2.

6.5 - Collège des entreprises extérieures

Le CEA/Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

L'adhésion à ce collège est obligatoire.

6.6 - Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA Le Ripault a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité - bâtiment 402-T.02.47.34.49.49) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES**7.1 - Obligations du Titulaire****7.1.1 - *Obligation de résultat***

La prestation, objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent Marché et respecter cette obligation de résultat.

7.1.2 - *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du Marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

7.2 - Obligation du CEA

Le CEA mettra à disposition du Titulaire les documents, informations et interlocuteurs techniques nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de ce dernier.



ARTICLE 8 - CORRESPONDANTS

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du CEA sont :

<u>Au plan technique</u>	<u>Au plan commercial et financier</u>
M/Mme [à compléter]	M/Mme [à compléter]
☎ 02.47.34[à compléter]	☎ 02.47.34[à compléter]
E-mail [à compléter]	E-mail [à compléter]

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du Titulaire sont :

<u>Au plan technique :</u>	<u>Au plan commercial et financier</u>
M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
 [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	 [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

ARTICLE 9 - SUIVI DES PRESTATIONS

9.1 - Généralités

Le Titulaire du Marché reste seul responsable vis-à-vis du CEA Le Ripault.

Les deux Parties s'informent dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Par conséquent, elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des deux Parties.

9.2 - Réunions

Les réunions ainsi que leurs objectifs sont définis à l'article 8.9.4 du cahier des charges. Sont d'ores et déjà prévues au titre du présent marché :

- Une réunion de démarrage,
- Des réunions quotidiennes et/ou hebdomadaires,
- Des réunions semestrielles,
- Des réunions annuelles.

9.3 - Accident du travail

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses salariés ou d'un des salariés de ses sous-traitants autorisés pour le présent Marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement du CEA/LR dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/LR :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

ARTICLE 10 - LIVRABLES

Dans le cadre du présent Marché, le Titulaire s'engage à remettre a minima les livrables suivants :

- Rapports de fonctionnement semestriel et annuel,
- Suivi mensuel des prestations.

L'ensemble des documents à remettre par le Titulaire est défini dans le Cahier des Charges.

ARTICLE 11 - CONTRÔLE QUALITE - AUDIT

Le CEA mettra en œuvre les contrôles qu'il juge utile à la vérification du niveau de qualité des prestations. Les principaux objectifs de ces contrôles sont :

- La vérification du pilotage organisationnel des prestations ;
- Le contrôle de l'atteinte des objectifs.

11.1 - Audit de Marché

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

11.2 - Inspection

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.2 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et / ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et / ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

11.3 - Droit d'accès

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et / ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

11.4 - Obligations à transférer

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

ARTICLE 12 - RECEPTION

12.1 - Phase de démarrage (en cas d'affermissement)

La phase de démarrage (A) fait l'objet d'une réception et donne lieu à la signature d'un procès-verbal de réception des prestations signés contradictoirement par les Parties.

12.2 - Phase opérationnelle

Mensuellement, les prestations réalisées durant le dernier mois écoulé font l'objet d'un rapport d'activités, permettant au CEA de contrôler leur bonne exécution.

12.3 - Phase de fin de marché (en cas d'affermissement)

La phase de fin de marché (C) fait l'objet d'une réception et donne lieu à la signature d'un procès-verbal de réception des prestations signés contradictoirement par les Parties.

12.4 - Prestations sur devis préalable

Le Titulaire fournit un état récapitulatif mensuel des prestations réalisées. Le CEA contrôle leur bonne exécution ainsi que leur conformité aux taux horaires indiqués en annexe 1.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS FINANCIERES

13.1 - Montant total du Marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de [sera complété par le CEA lors de l'attribution] € HT ([sera complété par le CEA lors de l'attribution] EUROS HORS TAXES).

Il se décompose comme suit :

- **Phase de démarrage (Phase A – OPTIONNELLE)** : un montant forfaitaire et ferme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT (à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES),
- **Phase opérationnelle (Phase B - FERME)** : un montant plafond de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT (à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), comprenant :
 - Au titre des prestations forfaitaires (missions 1 et 3) : un montant forfaitaire et révisable de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT (à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES),

- Au titre des prestations sur devis préalables forfaitaires (mission 2) : un montant plafond de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT, correspondant à 5% du montant de la phase opérationnelle B.
- **Phase opérationnelle (Phase B' - OPTIONNELLE) : un montant plafond de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT (à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES)**, comprenant :
 - Au titre des prestations forfaitaires (missions 1 et 3) : un montant forfaitaire et révisable de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT (à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES),
 - Au titre des prestations sur devis préalables forfaitaires (mission 2) : un montant plafond de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT, correspondant à 5% du montant de la phase opérationnelle B'.
- **Phase de fin de marché (Phase C – OPTIONNELLE) : un montant forfaitaire et ferme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT (à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES).**

Les montants plafonds mentionnés ci-dessus ne sauraient engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà des montants indiqués ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

13.2 - Régime fiscal

Le présent Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent Marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX

Les prix détaillés en annexe 1 sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de réception des offres (soit XX/2025).

14.1 - Phases de démarrage et de fin de Marché (en cas d'affermissement)

Les montants associés aux phases de démarrage et de fin de marché sont fermes et non révisables.

14.2 - Phases opérationnelles

Les montants associés aux phases opérationnelles (ferme et optionnelle, en cas d'affermissement), s'entendent fermes, forfaitaires et non révisables pour la première année contractuelle. Au-delà, ils pourront être révisés semestriellement, jusqu'au terme du Marché.

Au plus tard un (1) mois avant l'échéance, le Titulaire transmet par écrit au BACO du CEA/LR une demande de révision des prix avec une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour le semestre à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$P = P0 * [0,15 + (0,85 * ICSP / ICSP0)]$$

Dans laquelle :

P	Montant forfaitaire et taux horaire révisés.
P0	Montant forfaitaire et taux horaire précisés au marché ou issus de la dernière révision.
ICSP0	Valeur de l' Indice mensuel des coûts de revient de la sécurité privée , connue (non provisoire) au mois de remise de l'offre (soit XX-XXXX). Pour les révisions suivantes, la valeur retenue est celle de la dernière révision.
ICSP	Dernière valeur connue, non provisoire, de ce même indice, à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Après vérification du coefficient calculé, le CEA acceptera ou non ce dernier par écrit. La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire

En cas de retard du fait du Titulaire, toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus pourra être rejetée par le CEA.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Les parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le présent Marché, les indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliqueront de plein droit. Si les indices de substitution ne sont pas encore connus lors d'une révision prévue au Marché, les nouveaux indices s'appliqueront de manière rétroactive à la révision qui n'a pu intervenir du fait de la carence d'indices.

14.3 - Clause de sauvegarde

Dans le cas où le jeu de l'application de la formule de révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3% par semestre, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique et de son poids réel sur le coût des Prestations. Si les Parties ne trouvent pas d'accord, le CEA se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du Marché.

ARTICLE 15 - AVANCE

15.1 - Conditions générales d'octroi des avances par le CEA

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

15.2 - Avance accordée au Titulaire

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5% **ou** 30% **ou** le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance **ou** les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

A la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction du statut ou non de PME de l'entreprise retenue.

15.3 - Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance pour la tranche ferme s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à la phase opérationnelle B.

Le remboursement de l'avance pour la tranche optionnelle s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à chaque phase effectivement affermie (Phase de prise en charge A - Phase opérationnelle B' – Phase de réversibilité sortante C).

15.4 - Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 14.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

ARTICLE 16 - ECHEANCIER DE PAIEMENT

Les facturations relatives à l'exécution du présent Marché sont établies de la façon suivante et conformément à l'annexe financière.

16.1 - Phase de démarrage A (en cas d'affermissement)

Les prestations sont payées à 100 % après réception par le CEA des prestations correspondantes et livrables associés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

16.2 - Phases opérationnelles B et B' (en cas d'affermissement)

Les prestations forfaitaires (Missions 1 et 3) sont payées mensuellement, sur la base d'un forfait mensuel de XXXXX Euros HT.

Les prestations sur devis préalables (Mission 2) sont réglées mensuellement, après acceptation par le CEA Le Ripault des Prestations effectuées sur le mois concerné et des livrables associés.

16.3 - Phase de fin de marché C (en cas d'affermissement)

Les prestations sont payées à 100% après réception par le CEA des prestations correspondantes et livrables associés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

Les factures dématérialisées doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : **77568501900587**,
- le code service : **CER-D** (Le Ripault),
- la référence complète du Marché (numéro d'engagement), à savoir [sera complété par le CEA lors de l'attribution],
- l'intitulé du Marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises avec la facture. A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclé ».

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA
DAM/DCG/SCD
Bâtiment DUNE
Comptabilité fournisseurs
Bruyères-le-Châtel
91297 ARPAJON Cedex

ARTICLE 18 - PENALITES

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total du Marché.

DESCRIPTION DEFAILLANCE	PENALITE (€HT)	COMMENTAIRE
Absence de prise de poste	2 000 €	Par occurrence
Retard à la prise de poste ou anticipation de fin de poste inférieur ou égal à une heure	500 €	Par retard ou anticipation
Non remplacement d'un salarié absent	2 000 €	Par retard (strictement supérieur à 4 heures)
Non prise en compte d'une consigne	500 €	Par constat
Badges égarés	200 €	Par constat
Clés égarées	500 €	Par constat
Non tenue à jour des documents	500 €	Par document non à jour
Non-respect de la tenue vestimentaire	1 000 €	Par constat
Dégradation des locaux et/ou matériels mis à disposition	1 000 €	Par constat
Non-respect des règles relatives à la sécurité des biens et des personnes	5 000 €	Par manquement constaté

18.1 - Pénalité pour non-respect du niveau de service attendu au titre de la Prestation

En fonction des résultats de l'enquête de satisfaction annuelle, les pénalités suivantes peuvent être appliquées :

- Taux annuel moyen de satisfaction des usagers > 85% : pas de pénalité,
- Taux annuel moyen de satisfaction des usagers compris entre 70% et 85% (inclus) : 500 €,
- Taux annuel moyen de satisfaction des usagers compris entre 55% et 69% (inclus) : 1 000 €,
- Taux annuel moyen de satisfaction des usagers < 55 % : 2 000 €.

ARTICLE 19 - PERSONNEL DU TITULAIRE

19.1 - Dispositions générales

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site du CEA Le Ripault et, plus généralement, à toutes instructions qui lui sont données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

19.2 - Agrément

Le Titulaire s'engage à communiquer au CEA, 15 jours ouvrés après la notification du Marché, la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations.

Ce personnel doit être agréé par le CEA. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés en soit muni afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations dans le cadre du présent Marché.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

ARTICLE 20 - SOUS TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du Marché ne peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du Marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent Marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire complété, daté et signé. Le formulaire est disponible sur demande auprès de l'interlocuteur commercial du Marché.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 21 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Selon les dispositions des articles 36 à 39 des CGA.

ARTICLE 22 - PROTECTION DU SECRET

Le Marché est un marché classifié de niveau **Secret (S)** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés par le Titulaire.

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou

Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

4. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

5. L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.
6. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité du Marché.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

7. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT/jour de retard (prévoir une sanction pécuniaire par jour de retard adaptée au montant du marché, par défaut il est proposé 500 €HT par jour de retard).

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du

Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

Fait à MONTS, en double exemplaire

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

ANNEXE 1 – CONDITIONS FINANCIERES

ANNEXE 2 – CONVENTION D'HEBERGEMENT

Cf annexe

ANNEXE 3 – PROCES VERBAL DE RECEPTION**PROCES VERBAL DE RECEPTION**

MARCHE N° : 4600[sera complété par le CEA lors de l'attribution]

DEMANDE D'ACHAT N° :1680[sera complété par le CEA lors de l'attribution]

FOURNISSEUR : [sera complété par le CEA lors de l'attribution]

OBJET :

Je soussigné, [sera complété par le CEA lors de l'attribution], pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la Marché sus-désigné en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.☐ Est prononcée :☐ Avec réserve(s) :

- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. ⁽¹⁾

- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). ⁽¹⁾

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception] à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception], le [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception]

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

⁽¹⁾ (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à :

Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de contrat